

ENTRETIEN

Amandine Orsini

Faire face aux crises

Pandémie, changement climatique, guerres... Ces dernières années, la situation mondiale semble se dégrader. Est-ce inéluctable?

Des Printemps arabes à la guerre en Ukraine, la dernière décennie a été marquée par l'émergence ou la résurgence de conflits armés. Ce phénomène risque-t-il de s'aggraver?

Vous avez raison de parler de résurgence. Par exemple, la guerre en Ukraine remonte à 2014, quand la Russie a annexé la Crimée. Je ne crois pas que la conflictualité augmente, je pense surtout qu'on en parle plus, ce qui donne cette impression d'intensification. C'est plutôt bon signe, cela prouve qu'on a plus facilement accès à l'information. La proximité géographique joue aussi dans le cas de la guerre en Ukraine. Un certain nombre de pays africains s'étonnent de sa grande médiatisation, alors que subsistent nombre de conflits ailleurs dans le monde.

Le réchauffement climatique est-il susceptible d'accroître la conflictualité?

Plusieurs experts et expertes voient effectivement les changements climatiques comme des multiplicateurs de risques, et je les rejoins sur ce constat. Je pense néanmoins qu'il faut distinguer deux types de menaces:

- 1) les risques directs, de court terme, du type des événements météorologiques extrêmes, inondations ou longues périodes de sécheresse, ouragans, etc., et tout phénomène impactant les ressources en eau;
- 2) les risques à long terme, comme ceux pesant sur la sécurité alimentaire ou les migrations. Ils sont liés aux

précédents mais s'inscrivent dans leur prolongement. C'est la détérioration des milieux du fait des changements climatiques qui crée ces risques à long terme.

En ce sens, les changements climatiques mettent la scène internationale sous pression, sur des questions liées à l'environnement, mais qui vont aussi bien au-delà. Il y a des endroits où la conflictualité est tangible, dans un cadre interétatique classique, du fait des risques directs et à long terme. Par exemple, il y a aujourd'hui beaucoup de débats sur ce qui se passe en Arctique: si le risque à court terme est la fonte des glaces, les effets à long terme seront l'ouverture des routes maritimes et la compétition autour de l'exploitation de nouvelles ressources.

Les mobilisations de la jeunesse pour la justice climatique sont-elles porteuses d'espoir?

De même que les changements climatiques sont un multiplicateur de risques, il faut en faire un multiplicateur d'opportunités. Toutes ces crises plus ou moins liées aux évolutions du climat devraient nous pousser à trouver des solutions. La mobilisation des jeunes a commencé en 2018 et ne s'essouffle pas. Elle prend même de l'ampleur en termes de contenu des revendications. Les crises environnementales multiples créées ou attisées par les changements climatiques sont liées à un mode de vie, à un système économique dominant. Derrière l'exigence

de justice climatique s'inscrit une tentative plus large de remise en question de ce système, offrant la possibilité de poser des alternatives.

À une échelle interétatique, un tel mouvement ne trouve-t-il pas une équivalence dans l'arène internationale?

Au sein des Nations unies existent des inégalités, notamment entre les membres permanents du Conseil de sécurité et les autres. En ce qui concerne l'environnement, la plupart des conventions n'ont pas été négociées à l'Assemblée générale de l'Onu, ni au Conseil de sécurité, mais dans des arènes parallèles qu'on appelle les Cop (Conférences des parties). Ce jeu des dynamiques interétatiques y est moins présent. En termes d'environnement, il existe depuis le départ une prise en compte des inégalités entre États. C'est pour cela que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) siège à Nairobi, Kenya, et non dans un pays développé. Et c'est aussi pour cela que les États s'accordent sur des principes, tel le principe de responsabilités communes mais différenciées en matière de changements climatiques.

On voit bien que ce n'est pas toujours suffisant. Ce pourquoi les mobilisations de la jeunesse essaient d'obtenir plus. Il faudrait passer de logiques individuelles à des logiques collectives. Le problème est que beaucoup d'États pensent que ces dernières vont leur coûter trop en termes de compétitivité et/ou de développement, notamment s'ils font des efforts en matière d'environnement. De plus en plus de travaux montrent que ce n'est pas nécessairement le cas, que devenir exigeant en matière environnementale peut ne pas nuire au développement. L'Europe a ainsi pu imposer des normes environnementales fortes tout en préservant sa croissance.



Professeure en science politique à l'université Saint-Louis-Bruxelles, auteure, avec Jean-Frédéric Morin, de *Politiques internationales de l'environnement*, Presses de Science Po, 2015.

Vous estimez donc que l'action publique peut contrer les dégradations environnementales sans accroître les inégalités en matière de développement?

Oui, il existe au moins une thématique qui montre que l'action publique internationale peut rencontrer un réel succès – je pense à la lutte contre la destruction de la couche d'ozone. C'est la seule question transnationale environnementale qu'on ait réussi à résoudre à ce jour – au prix d'un risque supplémentaire en matière de climat, puisque les HFC (ndlr: gaz réfrigérants utilisés en remplacement des gaz détruisant l'ozone, les CFC) sont de puissants gaz

à effet de serre, menaçant potentiellement d'aggraver les changements climatiques. Cela nous enseigne qu'on ne résout ces problèmes qu'en liant les thématiques environnementales entre elles. Par exemple, les États, après avoir endossé le protocole de Montréal (1987) interdisant les CFC, ont signé un accord à Kigali (2016) pour réguler le problème des HFC. On a là un exemple typique de conflictualité entre deux efforts, pour lesquels il faut impérativement se concerter.

C'est ce qui a été fait dans le cadre du Pacte vert de l'Union européenne (UE). Celui-ci identifie de nombreuses thématiques environnementales, mais il a aussi pour objectif de les travailler en synergie. Pour que ça marche, il faut *a priori* réussir à lier non seulement des thématiques environnementales entre elles, mais aussi à les lier à d'autres enjeux, à l'ensemble des autres politiques publiques, en matière d'économie, d'emploi, de développement technologique, de protection sociale, etc.

Quelles leçons peut-on tirer de la récente pandémie?

Le covid-19 a montré que le risque de repli sur soi des États est réel, avec les fermetures de frontières, les politiques de confinement, et une limitation du rôle des organisations →

→ internationales. Même l'OMS (Organisation mondiale de la santé), pourtant en charge des pandémies, et jusqu'à l'UE, confrontée à des politiques divergentes de ses États membres, ont rencontré des difficultés. La politique du chacun pour soi a fortement entravé l'action internationale.

Par ailleurs, il faut retenir que cette pandémie n'a pas été une surprise totale. On avait eu des alertes de l'OMS, mais aussi du PNUE, qui avait indiqué plusieurs fois que la dégradation de la biodiversité pouvait plus facilement faire migrer des maladies de l'animal vers l'homme.

Le covid-19 a aussi souligné qu'en matière de santé, notre monde est toujours profondément inégalitaire, voire injuste. Je renvoie à toutes les controverses qui ont émergé par rapport à l'accès aux vaccins dans les pays en développement, alors que les pays riches achetaient l'essentiel des doses disponibles. Force est de constater que le monde reste profondément divisé : entre pays développés et pays en développement d'une part ; et d'autre part, ce qui était plus inattendu, entre générations... En Europe au moins, beaucoup de mesures ont visé les jeunes pour protéger les personnes âgées, ce qui souligne l'existence de fractures sociales.

« Le covid-19 a souligné qu'en matière de santé, notre monde est toujours profondément inégalitaire, voire injuste. »

D'un point de vue plus positif, il faut retenir que cet épisode a montré que le changement rapide est possible. C'est quand même la première fois que sont prises en urgence et à l'échelle internationale autant de mesures radicales.

L'Europe peut-elle tout à la fois être motrice dans la lutte contre les atteintes environnementales tout en limitant la montée des populismes ?

Sur ces deux points, l'UE est vue comme un exemple. C'est l'acteur international qui a de loin les ambitions les plus grandes en matière d'environnement, notamment avec le Pacte vert : l'UE essaye de plus en plus d'agir au niveau de ses frontières, d'externaliser les coûts environnementaux, toutes ces idées de taxe carbone aux frontières, ou de réglementation, tel Reach

qui depuis 2007 régle les produits chimiques, notamment ceux qui sont mis sur le marché dans l'UE... Par rapport à la montée des populismes, il y a certes un risque grandissant, mais l'UE tente d'être à l'avant-garde des questions de participation citoyenne. L'Europe est un laboratoire du multilatéralisme, des consultations et discussions, de la fabrique de normes, sur fond de partage de valeurs communes.

Il est beaucoup question de transition, énergétique ou écologique... Est-ce possible ?

Non seulement c'est possible, mais c'est souhaitable, voire inévitable. Le paradigme dans lequel les États évoluent, celui de la croissance, est de plus en plus questionné. Il est de plus en plus clair qu'il faut le changer. J'étudie les mouvements transnationaux de jeunes, et ils sont autant de multiplicateurs d'opportunités. Et on l'a vu dans le cadre du covid-19, on peut avoir des changements extrêmement rapides. Mais à quelles conditions ? Je crois que le grand travail actuel est de montrer qu'une telle transition sera bénéfique pour tous. Un exemple concret : j'amène mes enfants tous les jours à l'école à vélo. L'autre jour, un petit garçon s'est moqué de mon fils en le voyant arriver à bicyclette. Je lui ai dit que c'était moins cher, meilleur pour notre santé et pour l'environnement, amusant, et qu'on n'était jamais en retard. Ce que tous ces mouvements essaient de montrer, c'est que se soucier un peu plus d'environnement est aussi meilleur pour de nombreuses dimensions de notre vie quotidienne. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT TESTOT



JACO MARIS/DE BURGERGALLO IMAGES VIA GETTY IMAGES

Manifestation contre le pétrole et le gaz en Afrique du Sud, Le Cap, Afrique du Sud, 20 octobre.